

Royaume-Uni

Au troisième trimestre 2022, l'activité britannique a reculé (-0,2 %, après +0,2 % au deuxième trimestre, ► **figure 1**), dans un contexte d'inflation très élevée, notamment dans l'énergie, et de grèves dans plusieurs secteurs de l'économie. La consommation des ménages s'est repliée (-0,5 %) ainsi que l'investissement des entreprises (-0,5 %), traduisant des difficultés d'approvisionnement qui demeurent importantes mais aussi l'intensification du resserrement monétaire par la Banque d'Angleterre. Par ailleurs, de forts mouvements ont touché les échanges extérieurs : le net recul des importations (-3,2 %) s'est accompagné d'une forte augmentation des exportations (+8,0 %), en lien avec des variations de flux d'or non monétaire, très volatiles. Ce phénomène engendre mécaniquement un déstockage important (contribution de -3,9 points à l'évolution du PIB, compensant en grande partie la contribution de +3,2 points des échanges extérieurs).

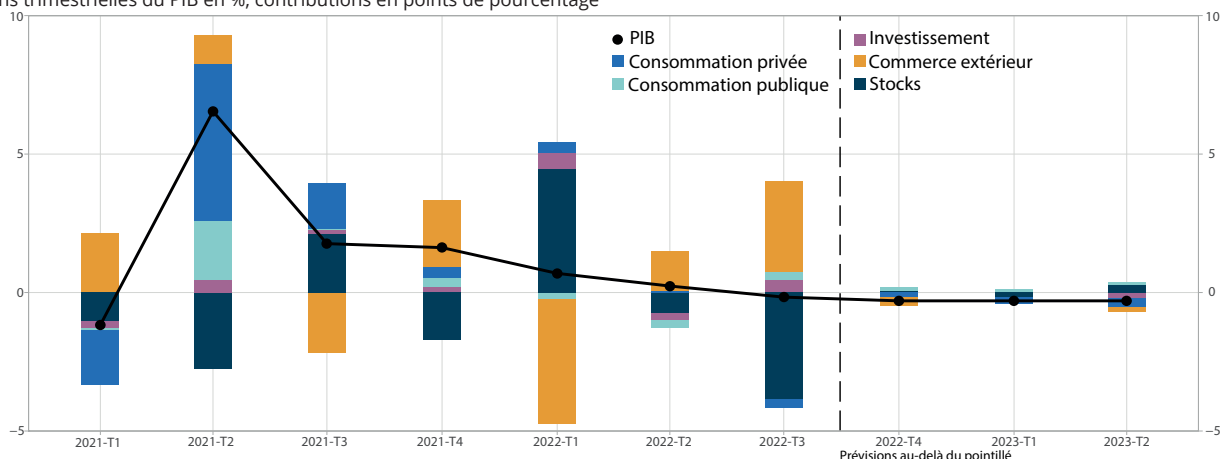
Au début du quatrième trimestre, l'inflation demeure très élevée au Royaume-Uni : en octobre, le relèvement du plafond tarifaire des prix de l'électricité et du gaz (certes limité à +45 % – contre 80 % initialement envisagé – conformément aux mesures mises en place par les pouvoirs publics) a porté l'inflation à un nouveau sommet (+11,1 % sur un an, ► **figure 2**), alors que l'inflation sous-jacente (hors énergie et hors alimentaire) est restée stable (+6,5 % sur un an).

Cette hausse de l'inflation conduirait à une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des ménages au dernier trimestre de 2022, en lien avec une progression des prix de consommation plus rapide que celle des salaires (+6 % en septembre sur un an) et ce, malgré un marché du travail qui reste tendu. En effet, depuis plusieurs trimestres, le Royaume-Uni est confronté à une pénurie de main-d'œuvre : le taux de chômage a atteint son plus bas niveau depuis 1975 (3,6 % au troisième trimestre), en partie en raison du taux d'activité en baisse depuis la crise sanitaire (78,4 % au troisième trimestre). Dans ce contexte, la confiance des ménages britanniques a atteint en octobre un point bas historique, d'autant que le Royaume-Uni traverse également une crise de confiance politique et financière.

En fin d'année, l'activité se contracterait de nouveau (-0,3 %) et sa baisse se poursuivrait au premier semestre 2023. Cette contraction résulterait de celle de la demande intérieure. La consommation des ménages continuerait de reculer, en lien avec un pouvoir d'achat en baisse continue. La poursuite du resserrement monétaire pèserait sur l'investissement des ménages par l'intermédiaire de la hausse des taux hypothécaires. L'investissement des entreprises serait également affecté par les hausses de taux, malgré le soutien apporté par le programme de *super deduction* (réduction de taxe sur les montants investis) jusqu'en mars prochain. ●

► 1. Au-delà des fluctuations statistiques du commerce extérieur, une économie en récession

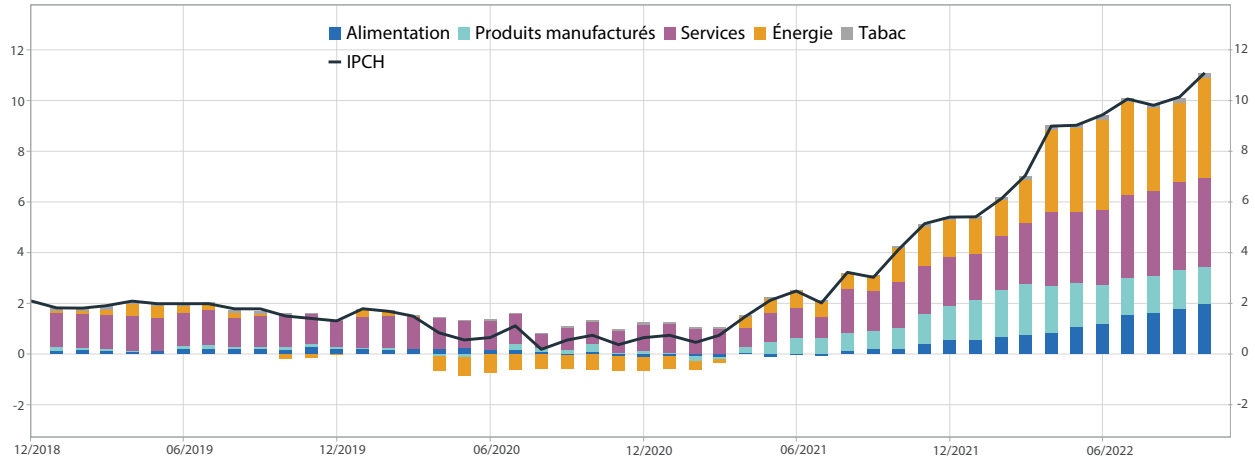
variations trimestrielles du PIB en %, contributions en points de pourcentage



Lecture : au deuxième trimestre 2022, le PIB a augmenté de 0,2 %. Le commerce extérieur a contribué à cette croissance à hauteur de 1,4 point.
Source : ONS, calculs Insee

► 2. L'inflation énergétique a augmenté en octobre avec le relèvement du plafond tarifaire pour l'électricité et le gaz

glissements annuels de l'IPCH en %, contributions en points de pourcentage



Dernier point : octobre 2022.

Lecture : en octobre 2022, les prix à la consommation ont progressé de 11,1 % sur un an.

Source : ONS, calculs Insee